

Convention collective

**EXPLOITATIONS DE POLYCULTURE, ÉLEVAGE
ET CULTURES LÉGUMIÈRES DE PLEIN CHAMP
(CÔTES-D'ARMOR)
(26 octobre 1982)**

(Étendue par arrêté du 15 mars 1983,
Journal officiel du 29 mars 1983)

AVENANT N° 75 DU 7 JANVIER 2005 (1)

NOR : AGRS0597044M

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles,

D'une part, et

Le syndicat départemental de l'agriculture CFDT ;

La fédération agroalimentaire CFE-CGC ;

L'union départementale du syndicat CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le 3^e alinéa de l'article 33 de la convention collective intitulé « Formation professionnelle et promotion de l'emploi » est annulé et remplacé par ce qui suit :

« Pour l'année 2004, les parties conviennent que le taux de cotisation annuelle additionnelle fixée à 0,05 % par l'article 8 de l'accord national du 2 juin 2004 sur la mutualisation des fonds de la formation professionnelle dans la production agricole, soit inclu dans le taux de la cotisation formation professionnelle de 0,30 % versée au fonds national d'assurances formation des travailleurs salariés des exploitations agricoles (FAFSEA).

Par conséquent, le taux de la cotisation annuelle additionnelle prévu par l'accord national susvisé n'a pas lieu d'être prélevé pour l'année 2004 en février 2005.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

A partir de l'année 2005, les parties conviennent que le taux et le mode de recouvrement de la cotisation formation professionnelle soient conformes aux dispositions et aux modalités prévues par les accords nationaux du 2 juin 2004 sur la formation professionnelle en agriculture et sur la mutualisation des fonds de formation professionnelle dans la production agricole. »

Article 2

L'article 13 de la convention collective intitulé « Prime d'encouragement à la formation continue » est abrogé.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles des Côtes-d'Armor.

Fait à Saint-Brieuc, le 7 janvier 2005.

(Suivent les signatures.)